

---

# Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1880-1881.

---

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER.

---

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1881.

---

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|------------------------------------------|
| 1.                           | 11290.                                   |

Par pétition datée de Bruxelles, le 24 décembre 1880,

Le sieur De Moor appelle l'attention de la Chambre, en présence des désastres causés par les eaux, sur le projet qu'il a remis à M. le Ministre des Travaux Publics, en vue d'améliorer le régime de la Senne et de restituer à l'agriculture de nombreux hectares de terrain sans rapport.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

2. 11294.

Par pétition datée de Namur, le 5 janvier 1881,

Des habitants de Namur sollicitent, en faveur des commerçants éprouvés par les ravages de l'inondation, la suspension temporaire de l'article 53 de la loi du 20 mai 1872, relative à la formalité du protêt, et la prorogation du délai fatal à quatre-vingt-dix jours après l'échéance, pour tous les effets négociables ayant une cause antérieure aux désastres.

Même demande de l'administration communale de Namur, des président, secrétaire et membres de la chambre de commerce de cette ville.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>duregistredes<br>pétitions. |
|------------------------------|----------------------------------------|
| 3.                           | 11298.                                 |

Par pétition datée d'Eppeghem, le 21 décembre 1880,

Des habitants d'Eppeghem prient la Chambre de prendre immédiatement des mesures efficaces pour les préserver contre les inondations périodiques des eaux de la Senne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

4. 11300.

Par pétition datée de Malines, le 3 janvier 1881,

L'administration communale de Malines réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir un dégrèvement d'impôts et des indemnités en faveur des propriétaires et des locataires éprouvés par les inondations de la Dyle et de la Senne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

5. 11317.

Par pétition en date du 17 janvier 1881,

Des habitants d'une commune non dénommée demandent qu'il soit fait un emprunt national, dont le produit servirait à secourir les familles victimes des inondations.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

6. 11435.

Par pétition datée d'Exaerde, le 12 janvier 1881,

Des cultivateurs à Exaerde et Moerbeke prient la Chambre de nommer une commission pour constater les dégâts occasionnés par l'abaissement des digues le long du Zuydleede.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

7. 11467.

Par pétition datée de Bruxelles, le 24 janvier 1881,

Le sieur Mols-Marchal soumet à la Chambre un projet de barrage, régulateur breveté, destiné à empêcher les inondations dans la vallée de la Senne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

8. 11291.

Par pétition datée de Merbes-le-Château, le 25 décembre 1880,

Le sieur Étienne, greffier à Merbes-le-Château, prie la Chambre de rendre applicable aux greffiers des justices de paix la loi du 5 juillet 1860, qui permet aux notaires de rappeler dans leurs actes, des procurations ou autres

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

actes non enregistrés, en mentionnant que ces procurations ou actes seront soumis à la formalité de l'enregistrement en même temps que l'acte qu'ils rédigent.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

9. 11293. Par pétition en date du 28 décembre 1880,

Le sieur Jacqmin réclame l'intervention de la Chambre pour être mis en possession des bourses d'études instituées en faveur de sa famille, par feu M. Parmentier, de Braine-le-Comte.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10. 11297. Par pétition en date du 21 décembre 1880,

Des commissaires de police dans la province de Namur, remplissant les fonctions de ministère public près les tribunaux de simple police, demandent une rémunération pour ces fonctions.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

11. 11455. Par pétition datée de Leeuw-Saint-Pierre, le 22 janvier 1881,

Le sieur Lombaerts, commissaire de police à Leeuw-Saint-Pierre, demande la création d'une caisse de pension en faveur des commissaires de police ou leur affiliation à la caisse des secrétaires communaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

12. 11301. Par pétition datée de Dampicourt,

Des membres du conseil communal de Dampicourt réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir un point d'arrêt à Harnoncourt, commune de Lamorteau, sur la ligne de Virton à Montmédy.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

13. 11302. Par pétition datée de Gand, le 27 décembre 1880,

La dame veuve Mayaudon réclame le remboursement de la somme de 200 francs, versée pour préparer l'exonération de son fils, du service militaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

|                              |                                          |
|------------------------------|------------------------------------------|
| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|------------------------------------------|

- |     |        |                                                                    |
|-----|--------|--------------------------------------------------------------------|
| 14. | 11303. | Par pétition datée de Bruxelles, le 15 octobre 1880,               |
|     | 11452. | Des habitants de Bruxelles demandent l'érection, dans              |
|     | 11476. | chaque université de l'État et à l'école vétérinaire, d'une        |
|     |        | chaire d'homœopathie, avec adjonction d'un service cli-            |
|     |        | nique et l'inscription, dans la pharmacopée officielle, des        |
|     |        | remèdes homœopathiques.                                            |
|     |        | Même demande d'habitants d'Encille.                                |
|     |        | DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur</i>        |
|     |        | <i>et de l'Instruction Publique.</i>                               |
| 15. | 11306. | Par pétition datée de Moorscele,                                   |
|     |        | Le sieur Verbanck, sous-brigadier des douanes, prie la             |
|     |        | Chambre de réviser l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 21 juil- |
|     |        | let 1844 sur les pensions, et demande une augmentation             |
|     |        | de traitement.                                                     |
|     |        | DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i>                                   |
| 16. | 11307. | Par pétition datée de Graide, le 22 décembre 1880,                 |
|     |        | Des membres du conseil communal de Graide demandent                |
|     |        | que la station de Bièvre-Graide, sur la ligne de Florenville       |
|     |        | à Gedinne, porte seulement le nom de Graide.                       |
|     |        | Même demande du sieur Ménager.                                     |
|     |        | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux</i>              |
|     |        | <i>Publics.</i>                                                    |
| 17. | 11308. | Par pétition datée de Jambes, le 31 décembre 1880,                 |
|     |        | Le sieur Braibant, facteur rural pensionné, demande                |
|     |        | une augmentation de pension.                                       |
|     |        | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux</i>              |
|     |        | <i>Publics.</i>                                                    |
| 18. | 11309. | Par pétition datée de Jodoigne, le 3 janvier 1881,                 |
|     |        | Des cantonniers de l'État, dans le Brabant, demandent              |
|     |        | que leur position soit améliorée.                                  |
|     |        | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux</i>              |
|     |        | <i>Publics.</i>                                                    |
| 19. | 11310. | Par pétition datée de Bruxelles, le 31 décembre 1880,              |
|     | 11468. | Des habitants de Bruxelles demandent la suppression                |
|     | 11478. | du tirage au sort et du service militaire obligatoire et la        |
|     |        | formation d'une armée de volontaires.                              |
|     |        | Même demande d'habitants de Bruges, Turnhout, Assche,              |

| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|------------------------------------------|
|------------------------------|------------------------------------------|

Maeseyck, Rollegchem-Capelle. Anvers, Bornhem et d'une commune non dénommée.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

20. 11312.

Par pétition datée de Rienne, le 14 janvier 1881,

Le sieur Gérôme se plaint des moyens employés par le clergé pour entraver l'exécution de la loi scolaire et demande la réduction du traitement des ministres du culte catholique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

21. 11314.

Par pétition datée de Lowaige, le 10 janvier 1881,

Le sieur Daenen réclame l'intervention de la Chambre pour que le Département de la Guerre accorde un congé illimité à son fils Jacques, milicien de la classe de 1879, qui a été désigné pour le service, alors qu'en 1880 il en avait été provisoirement exempté du chef d'affaiblissement de la faculté visuelle.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

22. 11315.

Par pétition datée de Charleroi, le 10 janvier 1881,

Le sieur Despret demande la réduction des traitements des employés supérieurs et des pensions dépassant 2,000 francs, la suppression des pensions à titre d'éméritat et le rejet de l'augmentation du traitement des Ministres.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

23. 11316.

Par pétition sans date,

Des habitants d'Éprave demandent une enquête sur les agissements du bourgmestre au sujet de l'acquisition d'une maison pour compte de la commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

24. 11318.

Par pétition datée de Roy, le 15 janvier 1881,

Des membres du conseil communal de Roy demandent un chemin de fer de Marloie à Bastogne, passant par Charneux, Roy, Baude, Champlon-Ardenne, et l'établissement d'une station au lieu dit « Poteau », entre Roy, Lignières et Baude.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

25. 11319. Par pétition datée de Houdemont,  
Le conseil communal de Houdemont demande le cantonnement dans l'ancienne gruerie d'Arlon.  
Même demande du conseil communal de Witry.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*
26. 11320. Par pétition sans date,  
Des habitants d'Éprave demandent qu'il soit pris des mesures pour obliger l'administration de cette commune à observer la loi communale.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*
27. 11322. Par pétition datée de Charleroi, le 15 janvier 1881,  
Le sieur Éloi Dubois réclame l'intervention de la Chambre pour que la fabrique de l'église de Soignies ne soit pas autorisée à accepter le legs qui lui est fait par sa parente, M<sup>lle</sup> Minner.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
28. 11323. Par pétition datée d'Andenne, le 17 janvier 1881,  
Le sieur Tonglet réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir de la commune d'Ohey la rectification et l'empierrement d'une parcelle du chemin communal n° 35.  
DÉCISION : *Ordre du jour.*
29. 11324. Par pétition datée de Sainte-Cécile, le 16 janvier 1881,  
Le sieur Audrin, curé de Sainte-Cécile, prie la Chambre d'ordonner une rectification au compte rendu de l'enquête scolaire, page 170, en ce qui concerne sa déposition.  
DÉCISION : *Ordre du jour.*
30. 11325. Par pétition sans date,  
Des habitants d'une commune non dénommée demandent la suppression d'un établissement de boissons situé près de la station de Virton-Saint-Mard.  
DÉCISION : *Ordre du jour.*
31. 11436. Par pétition datée de Hollebeke, le 17 janvier 1881,  
Des habitants de Hollebeke, Wytshaete, Zandvoorde, Voormezele et Zillebeke demandent l'établissement d'une station à Hollebeke, sur la ligne de Bruges à Poperinghe.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|------------------------------------------|
| 32.                          | 11437.                                   |

Par pétition datée de Graide, le 13 janvier 1881,

Le sieur Menager, échevin à Graide, prie la Chambre de donner suite à une réclamation des sieurs George et Léonard contre la comptabilité de cette commune, et à une autre à sa charge.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

|     |        |
|-----|--------|
| 53. | 11438. |
|-----|--------|

Par pétition datée de Chimay,

Le sieur Bourlard réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la conversion du 4 1/2 annuités.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

|     |        |
|-----|--------|
| 54. | 11439. |
|-----|--------|

Par pétition datée de Bouillon, le 17 janvier 1881,

Des employés des douanes, en retraite, demandent une augmentation de pension de 15 p. %.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

|     |        |
|-----|--------|
| 55. | 11440. |
|-----|--------|

Par pétition datée de Lavaux-Sainte-Anne, le 17 janvier 1881,

Le sieur Gringoire, instituteur communal, demande que les traitements des instituteurs soient payés directement par les caisses de l'Etat.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances, avec demande d'explications.*

|     |        |
|-----|--------|
| 56. | 11443. |
|-----|--------|

Par pétition en date d'Ittre, le 20 janvier 1881,

Le conseil communal d'Ittre présente des observations au sujet de l'emplacement fixé pour la station de Braine-Château sur le chemin de fer de Tubize à Braine-l'Alleud.

DÉCISION : *Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du budget des Travaux Publics.*

|     |        |
|-----|--------|
| 57. | 11444. |
|-----|--------|

Par pétition datée de Ryckevorsel, le 20 janvier 1881,

Le sieur Brusseleer réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement intégral des fournitures de charbons faites par lui aux communes de Hoogstraeten et Mexplas.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

|     |        |
|-----|--------|
| 58. | 11448. |
|-----|--------|

Par pétition datée de Rachecourt, le 17 janvier 1881,

Des membres de l'administration communale de Rache-

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

court se plaignent des agissements du curé de cette commune au sujet de l'enseignement du catéchisme.

DÉCISION : *Renvoi à la commission d'enquête scolaire.*

59. 11451. Par pétition datée de Flaches-Gerpennes, le 21 janvier 1881,

Le sieur Bruyr se plaint de faits dont il aurait été victime lors des dernières élections communales.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

40. 11454. Par pétition datée de Borgerhout, le 23 janvier 1881,

Le sieur Kesteloot demande la restitution de la somme de 200 francs versée dans la caisse du remplacement militaire pour exonérer son fils non-appelé par le sort au service militaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

41. 11457. Par pétition datée de Nederbrakel, le 13 janvier 1881,

Le sieur De Vleeschauwer, orthopédiste et fabricant de chaussures, demande la création d'une commission qui l'autoriserait à soigner, aux frais de l'Etat, les estropiés nécessiteux et à leur faire des appareils orthopédiques ou de mécaniques.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

42. 11458. Par pétition datée de Hotte, le 22 janvier 1881,

Le sieur Gillet réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir sa réhabilitation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

43. 11460. Par pétition sans date,

11470. Des ouvriers mineurs, à Frameries, demandent l'appli-  
11473. cation des principes d'égalité dans l'institution des caisses de prévoyance, la suppression des caisses de secours annexées à chacun des établissements charbonniers associés, et une loi décrétant : 1° une caisse de retraite pour les vieux ouvriers ; 2° une caisse de pensions pour les ouvriers invalides ou infirmes avant l'âge de la retraite ; 3° une caisse de secours pour les ouvriers accidentellement ou passagèrement malades ou blessés.

Même demande d'ouvriers mineurs à La Bouverie, Pâturages.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*



| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|------------------------------------------|
| 44.                          | 11462.                                   |

Par pétition datée de Roulers, le 24 janvier 1881,

Le conseil communal de Roulers demande la reprise par l'Etat des lignes concédées du chemin de fer de la Flandre occidentale.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

|     |        |
|-----|--------|
| 45. | 11463. |
|-----|--------|

Par pétition datée de Saint-Nicolas, le 24 janvier 1881,

La veuve Spanoghe réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement de la somme de 200 francs versée au Département de la Guerre pour le remplacement éventuel de son fils qui n'est pas tombé au sort.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

|     |        |
|-----|--------|
| 46. | 11464. |
|-----|--------|

Par pétition sans date,

Des fonctionnaires de l'État prient la Chambre de réviser d'urgence la loi sur les pensions civiles et demandent à être remis sous l'empire de la loi du 21 juillet 1844.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

|     |        |
|-----|--------|
| 47. | 11466. |
|-----|--------|

Par pétition datée d'Anvers, le 24 décembre 1880,

Des bateliers, à Anvers, proposent des mesures pour améliorer la navigation dans les canaux et spécialement dans celui d'Anvers à Liège.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

|     |        |
|-----|--------|
| 48. | 11469. |
|-----|--------|

Par pétition datée de Bruges, le 23 janvier 1881,

Le sieur Vandeele, gendarme en retraite, demande une augmentation de pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

|     |        |
|-----|--------|
| 49. | 11474. |
|-----|--------|

Par pétition datée de Zeelhem, le 26 janvier 1881,

Le sieur Was, garde champêtre de Zeelhem, demande qu'on augmente les traitements des gardes champêtres, qu'ils aient droit à une pension, qu'ils soient logés aux frais de la commune et qu'on leur accorde la franchise de port pour leur correspondance en matière d'affaires de police.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

| Numéros<br>du<br>feuillet. | Numéros<br>des<br>pétitions. |
|----------------------------|------------------------------|
| 50.                        | 11475.                       |

Par pétition datée de Habay-la-Vieille, le 24 janvier 1881,

Le conseil communal de Habay-la-Vieille demande le cantonnement dans l'ancienne gruerie d'Arlon.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.*

|     |        |
|-----|--------|
| 51. | 11479. |
|-----|--------|

Par pétition datée de Bruxelles, le 27 janvier 1881,

Le sieur Delvaen réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'argent déposé à la caisse d'épargne, qu'il prétend lui être dû comme rémunération de son service de milicien.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

|     |        |
|-----|--------|
| 52. | 11480. |
|-----|--------|

Par pétition datée d'Orbais, le 26 janvier 1881,

Le sieur Jossart, instituteur communal à Orbais, demande que les traitements des instituteurs soient payés directement par l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

